

Martine Poulain, *Livres pillés, lectures surveillées. Les bibliothèques françaises sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, 2008. 587 p.

Sonia Combe

Tout aurait-il été dit sur l'Occupation ? Nous parlons ici de connaissance objective, de celle des faits, non d'interprétation, de nouveaux angles d'attaque ou de nouveaux objets. Foisonnante, l'historiographie sur la période peut donner l'impression qu'il ne resterait plus de zones d'ombre. Cette impression se révèle erronée : le livre dont il est ici question remplit une page blanche, celle des bibliothèques françaises entre 1940 et 1944. Non pas tant parce que leur histoire serait plus gênante que celle d'autres institutions, le livre de Martine Poulain, quoique sans concession, n'est pas vraiment accablant. Non, la raison est, d'un certain point de vue, plus grave encore : par désintérêt des bibliothécaires pour leur passé. Ou, pour dire les choses de façon moins abrupte, en raison de leur manque de disponibilité et/ou de disposition pour la recherche. Ce livre sera d'autant plus apprécié que l'on savait, depuis l'ouvrage de Sophie Coeuré sur *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique* (Payot, 2006), que ce détournement de l'attention affectait des métiers pourtant au cœur des sources. Ainsi attendons-nous toujours que l'histoire des Archives nationales, plus problématique que celle des bibliothèques pour la même période, fasse l'objet d'une semblable étude.

Spoliations et gestes de courtoisie

Une certaine mémoire circulait encore il y a peu dans le monde bibliothécaire, à l'origine de légendes comme celle en partie déconstruite par Martine Poulain. Il y était souvent dit que, pour satisfaire en apparence aux ordres de l'occupant, on avait coutume de retirer les titres maudits (les fameuses « listes Otto », index des nazis) des catalogues, mais pas forcément les ouvrages des rayonnages en magasin. Signe minime de résistance (ce que les historiens allemands appelleraient « *Resistenz* » pour l'opposer à la vraie « *Widerstand* », la résistance les armes à la main), dont on tirait quelque fierté dans le milieu. Las, nous savons désormais que ce geste fut inspiré par le « Bureau allemand des bibliothèques » dont les bibliothécaires français avaient noté la courtoisie. (Là encore, on est enclin à faire un rapprochement avec les Archives nationales : la commission allemande qui y siégeait se félicitait de ses bons rapports avec les archivistes et vice-versa.)

Cette courtoisie ne s'appliqua pas cependant aux bibliothèques privées. Dès l'été 1940, les services d'Alfred Rosenberg (ERR), rivalisant avec d'autres services allemands,

notamment ceux du SS Helmut Knochen, docteur en philosophie et chef de la SIPO, pillent systématiquement bibliothèques juives, franc-maçonnnes, d'émigrés, russes ou polonais, d'associations et de particuliers : des universitaires comme Marc Bloch, Maurice Halbwachs, Lévy-Bruhl, des hommes politiques comme Léon Blum, des émigrés actifs comme Boris Souvarine, mais aussi des écrivains comme Tristan Bernard, dont la bibliothèque ne contenait, paraît-il, que de la littérature légère du XIX^e siècle, sont dépossédés de leurs archives comme de leurs ouvrages. Un total évalué par Martine Poulain à un peu plus de dix millions d'ouvrages dont moins de 20 % auraient été repérés et récupérés après la guerre.

L'attitude des autorités allemandes fut différente à l'égard de la Bibliothèque nationale, et des bibliothèques publiques. Elles ne furent pas spoliées (à l'exception des bibliothèques d'Alsace et de Lorraine), mais plutôt « mises au pas ». A la Bibliothèque nationale, Julien Cain, en poste depuis 1930, est révoqué en juillet 1940 et remplacé par le collaborationniste Bernard Faÿ. Ce spécialiste de l'Amérique, professeur au Collège de France, maréchaliste, réactionnaire, anti-maçon et admirateur de Maurras, présente certes tous les attributs pour succéder à un Julien Cain d'origine juive, mais il est bien davantage obsédé par les Francs-maçons que par les Juifs. Il aidera d'ailleurs un certain nombre de ces derniers – tout en excluant tous ceux de la Nationale, au nombre de douze. Autoritaire et d'une prétention sans bornes, l'homme agissait par conviction. Il ne fut guère aimé de ses subordonnés et fut même dénoncé au ministère par des bibliothécaires opportunistes sans foi pour avoir embauché des « communistes avérés ». A la Libération, il ne put cependant échapper au verdict. Arrêté dans son bureau le 19 août 1945, il est condamné, s'évade, se réfugie en Suisse et rentre en France après avoir été gracié en 1959.

De cette étude panoptique des bibliothèques sous l'Occupation émergent aussi quelques belles figures, ainsi celles de Jean Laran, conservateur des estampes, ou encore de Marcel Bouteron, inspecteur général, dont on se félicite qu'ils soient ainsi sortis de l'anonymat, tandis qu'est à nouveau évoqué le rôle d'Yvonne Oddon, responsable de la bibliothèque du musée de l'Homme, à l'origine avec Boris Vildé et Anatole Lewitzky (tous deux fusillés) du réseau du musée de l'Homme, et qui aura la chance de revenir de déportation. Demeure *in fine* la question : quel fut, d'une façon générale, le comportement de la profession ?

Une profession sauvée par son *habitus*

Le déficit de sources sur le comportement social est connu. On ne dispose que de documents administratifs par trop partiels ou de souvenirs qui relèvent du vécu individuel, ce qui rend la réponse difficile et incite à la prudence. Pour autant, on saura gré à Martine Poulain de nous épargner la conclusion pondérée et consensuelle devenue de rigueur dans bien des ouvrages savants. Conservateurs, sans jeu de mots, dans l'âme et empreints d'un réel sens du service public sans lequel la profession est privée de sa raison d'être, les bibliothécaires ont bel et bien tenté coûte que coûte de protéger leurs collections aussi bien à l'approche de la guerre, alors qu'ils étaient

***Histoire@Politique. Politique, culture, société* - Rubrique « Comptes rendus - ouvrages ». Mis en ligne le 4 juin 2009, www.histoire-politique.fr**

abandonnés à eux-mêmes à l'instar de la population, qu'à la Libération. De même se sont-ils efforcés d'ouvrir leurs salles de lecture dans les conditions les plus défavorables. Conjuguant sentiment de patrimonialité et souci de lecture, la profession aurait-elle été sauvée par son *habitus*? « Mais obéissants, parfois trop, fonctionnaires soumis, les bibliothécaires sont aussi respectueux de l'ordre, des ordres. » Tous les responsables de bibliothèques ont désigné, comme on leur demandait de le faire, leurs personnels juifs et, à l'instar de Georges Bataille, tous les bibliothécaires ont déclaré, comme on leur demandait de le faire, qu'ils n'étaient pas juifs.

Inventaire minutieux de spoliations tombées dans l'oubli (à elle seule Martine Poulain a fait le travail d'une commission) autant que des pratiques et attitudes des professionnels des bibliothèques, ce livre fait le tour de la question. Il évite de surcroît l'austérité du genre grâce à une plume qui renonce autant que faire se peut au ton de l'ouvrage ostensiblement scientifique et qui se permet de temps à autre pointes d'humour, signes d'empathie ou d'indignation grâce auxquels le lecteur avance dans une étude aussi dense. Il ouvre la voie à une sociologie du métier négligée en France. Une investigation qui prendrait en compte les origines sociales, religieuses, le niveau d'étude, la composition par sexe du milieu bibliothécaire et l'évolution de ces indicateurs depuis la Seconde Guerre mondiale aiderait à comprendre si la prédisposition de la corporation à la soumission ici révélée, qui prend appui sur une tradition d'apolitisme et une neutralité souvent confondue à tort avec l'objectivité, ne tendrait pas à relever désormais du passé. Ce qui nous réjouirait mais n'est pas certain.